

Le constat est unanime : en matière de logements, non seulement les besoins sont immenses, c'est la première préoccupation des Français, mais il y a dans ce secteur de vrais moteurs de croissance et de développement durable. Pourquoi alors, ce thème a-t-il été absent du Congrès des maires ?

↳ Guy Lemée • contact@inventaires.fr - <http://hcl.inventaires.fr>

Logement : tous concernés



Le centre de gravité de la politique du logement s'est bel et bien déplacé de l'État vers les collectivités locales !

Tout le monde le sait : l'une des principales préoccupations des Français est bien le logement et celui de leurs proches (« *puis-je continuer à payer de tels loyers ou mensualités ? mes enfants trouveront-ils à se loger comme moi j'ai pu le faire ? où installer mes parents qui seront bientôt dépendants ?* » etc.).

Un vrai consensus : la pénurie

Même si le chiffrage prête à controverse, nul ne conteste que les besoins sont immenses, à quelque bout de la chaîne que l'on se place, du logement étudiant aux résidences pour personnes âgées. D'ailleurs, qui n'est pas profondément choqué que l'une des premières puissances économiques mondiales laisse sans abri tant de ses citoyens ?

L'activité économique directe et indirecte liée à la construction de logements compte et crée des emplois, surtout en ces temps de crise. Qui, d'ailleurs, ne rêve de profiter de ces chantiers pour verdir les matériaux, rendre plus doux les modes de consommation, limiter les factures énergétiques, améliorer la vie de chacun en devenant respectueux de ce que l'on désigne aujourd'hui par « *développement durable* » ?

Enfin, qu'on le déplore ou non, chacun a pu voir que la donne avait changé : le centre de gravité de la politique du logement s'est bel et bien déplacé de l'État vers les collectivités locales !

Voilà... et on pourrait additionner les constats de ce type pour dessiner avec quelque justesse les contours d'un vrai consensus : la France manque de logements abordables pour la plupart des catégories de ses citoyens.

Pas de place pour le logement

Et pourtant, les maires et autres élus locaux croisés au Congrès des maires ne sont pas mobilisés sur ce sujet. Bien sûr, on généralise, mais qui pourrait affirmer le contraire à la simple lecture des thèmes et sujets des réunions, tables rondes et ateliers divers qui ont constitué une part importante de ce 92^e congrès ? D'ailleurs, le monde du logement ne s'y trompe pas qui en fut presque totalement absent : un promoteur privé avait un stand au salon, le monde HLM avait bien le sien à côté, mais pas d'action significative alors que le président de leur union est lui-même sénateur !

Donc oui, ce Congrès des maires de France est un événement important de notre vie publique et il est désolant de faire ce constat, cette année encore alors que le besoin (immense, l'ordre de grandeur est du million de logements en retard) ne fait que croître, et pas que « *là où on aurait assez construit* » pour paraphraser notre jeune et récent secrétaire d'État Benoist Apparu.

Prenons l'exemple des territoires peu denses, voire vraiment ruraux, qu'on présente à tort comme des zones où ces problèmes ne se posent guère : il suffit d'un rapide examen des situations de vieillissement des habitants, des consommations foncières, des difficultés liées aux coûts des déplacements individuels, à l'augmentation de la facture énergétique... pour juger que cette question du logement ne concerne pas que les zones urbaines.

Oui, rats des villes bien sûr – mais rats des champs aussi, cousins comme on sait, n'ont certes pas exactement les mêmes besoins mais manquent bien « tous » de logements ! ■